nent en vue de devenir parties à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité;

8. *Adresse également un appel* aux Etats qui ne sont pas encore devenus parties à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité pour qu'ils respectent rigoureusement les dispositions de la résolution 2583 (XXIV) de l'Assemblée générale selon lesquelles ils doivent s'abstenir de tous actes qui seraient en contradiction avec les objectifs fondamentaux de cette convention;

9. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre, à la lumière des commentaires et des observations présentés par les gouvernements, l'étude de la question du châtement des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ainsi que des critères à appliquer pour déterminer les dommages à verser aux victimes de ces crimes, afin de présenter un rapport sur cette question à l'Assemblée générale lors de sa vingt-sixième session.

1930^e séance plénière,
15 décembre 1970.

2713 (XXV). Mesures à prendre contre le nazisme et l'intolérance raciale

L'Assemblée générale,

Réaffirmant sa foi dans les buts et principes de la Charte des Nations Unies et s'inspirant de ceux-ci,

Rappelant ses résolutions 2331 (XXII) du 18 décembre 1967, 2438 (XXIII) du 19 décembre 1968 et 2545 (XXIV) du 11 décembre 1969,

Notant que le nazisme, le racisme, l'*apartheid* et les autres idéologies et pratiques similaires ont à de nombreuses reprises conduit dans le passé à des actes inhumains devant lesquels la conscience de l'humanité s'est révoltée et, en fin de compte, à la guerre et peuvent encore actuellement compromettre la paix mondiale et la sécurité des peuples,

Profondément inquiète de constater que, vingt-cinq ans après la fondation de l'Organisation des Nations Unies, l'activité des groupes et organisations qui incarnent l'idéologie et la pratique du nazisme, du racisme et de l'*apartheid* se poursuit toujours,

Exprimant sa vive inquiétude de voir que les Etats que cela concerne n'ont pas tous pris les mesures prévues dans les résolutions précitées en vue d'interdire complètement et de poursuivre en justice les organisations et les groupes nazis et racistes,

Se félicitant de la contribution que les institutions spécialisées compétentes peuvent apporter à la lutte contre le nazisme et l'intolérance raciale et des mesures que nombre d'entre elles ont déjà prises à cet égard,

Rappelant la résolution 4 (XXVI) de la Commission des droits de l'homme, en date du 4 mars 1970³⁶, dans laquelle la Commission a pris note du caractère provisoire des indications que comporte à ce sujet l'étude sur la discrimination raciale établie par le Rapporteur spécial³⁷ et a invité la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à poursuivre son étude, en mettant particulièrement l'accent sur les mesures à

prendre pour déceler et prévenir efficacement les activités contemporaines qui pourraient s'inspirer du nazisme ou de toute autre idéologie totalitaire fondée sur l'incitation à la haine et à l'intolérance raciale,

1. *Condamne à nouveau fermement* le nazisme, le racisme, l'*apartheid* et les autres idéologies et pratiques totalitaires et coloniales qui sont fondées sur la terreur et l'intolérance raciale;

2. *Invite instamment* les Etats que cela concerne à mettre en œuvre sans tarder les résolutions de l'Assemblée générale et notamment à adopter des mesures efficaces, législatives et autres, en vue de mettre fin rapidement et définitivement au nazisme, y compris ses formes contemporaines, au racisme et aux autres idéologies et pratiques similaires fondées sur la terreur et l'intolérance raciale;

3. *Demande* aux Etats de prendre en 1971, Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, toutes les mesures efficaces pour combattre les manifestations contemporaines du nazisme et les autres formes d'intolérance raciale;

4. *Décide* de maintenir à son ordre du jour la question relative aux mesures à prendre contre le nazisme et contre les autres idéologies et pratiques totalitaires fondées sur l'incitation à la haine et à l'intolérance raciale.

1930^e séance plénière,
15 décembre 1970.

2714 (XXV). Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, y compris la politique de discrimination raciale et de ségrégation et la politique d'*apartheid*, dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 2440 (XXIII) du 19 décembre 1968, dans laquelle elle a notamment condamné sous toutes leurs formes les tortures et les traitements inhumains et dégradants infligés aux prisonniers et aux détenus dans les prisons sud-africaines et aux personnes arrêtées par la police en Afrique du Sud, au cours des interrogatoires et pendant la détention,

Rappelant sa résolution 2505 (XXIV) du 20 novembre 1969, dans laquelle elle a exprimé la ferme intention de l'Organisation des Nations Unies, agissant en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine, d'intensifier ses efforts pour trouver une solution à la situation grave qui existe en Afrique australe,

Rappelant également les résolutions 264 (1969) et 269 (1969) du Conseil de sécurité, en date des 20 mars et 12 août 1969, relatives à la Namibie,

Rappelant en outre la résolution 2547 A (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1969, qui concerne notamment le traitement inhumain et avilissant et les tortures qui sont infligés aux prisonniers politiques, aux détenus et aux combattants de la liberté qui sont faits prisonniers dans les territoires assujettis à des gouvernements et à des régimes qui s'obstinent dans la politique d'*apartheid*, de discrimination raciale et de colonialisme en Afrique australe,

Résolue à promouvoir immédiatement et d'urgence une action visant à rétablir les droits de l'homme et les libertés fondamentales des populations opprimées de l'Afrique australe,

³⁶ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, quarante-huitième session, Supplément n° 5 (E/4816), chap. XXIII.*

³⁷ E/CN.4/Sub.2/301.

1. *Félicite* le Groupe spécial d'experts chargé d'étudier le traitement des prisonniers politiques en Afrique du Sud³⁸ pour le rapport utile qu'il a présenté³⁹;

2. *Réaffirme* la légitimité des luttes menées par les populations de l'Afrique australe pour s'opposer à la politique d'*apartheid*, de discrimination raciale et de colonialisme et pour affirmer leur droit à l'autodétermination;

3. *Condamne* sous toutes leurs formes les tortures et les mauvais traitements infligés aux prisonniers, aux détenus et aux combattants de la liberté faits prisonniers en Namibie, en Rhodésie du Sud et dans les territoires africains sous domination portugaise, ainsi qu'aux personnes arrêtées par la police dans ces territoires;

4. *Condamne à nouveau* sous toutes leurs formes les tortures et les mauvais traitements infligés aux prisonniers et aux détenus dans les prisons d'Afrique du Sud, ainsi qu'aux personnes arrêtées par la police dans ce pays;

5. *Réaffirme* que l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus, du 30 août 1955⁴⁰, s'applique à tous les prisonniers ou détenus politiques, qu'ils soient en prison ou sous la garde de la police, en Afrique du Sud, en Namibie — territoire placé sous la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies et actuellement occupé illégalement par l'Afrique du Sud —, dans la colonie britannique rebelle de Rhodésie du Sud ou dans les territoires africains sous domination portugaise;

6. *Condamne* le procès intenté aux vingt-deux Africains arrêtés en vertu de la loi sur la répression du communisme (*Suppression of Communism Act*) et condamne en outre la nouvelle arrestation dont ces Africains ont fait l'objet par la suite en vertu de la loi de 1967 sur le terrorisme (*Terrorism Act*) de triste notoriété;

7. *Réaffirme* que :

a) La situation des prisonniers politiques en Afrique du Sud continue de causer de vives inquiétudes;

b) La coopération croissante entre le Gouvernement sud-africain et le régime raciste illégal en Rhodésie du Sud constitue une menace nouvelle et constante pour les adversaires des deux régimes et les combattants de la liberté faits prisonniers;

c) Les articles 10 et 29 de la loi de 1969 portant modification de la législation générale (*General Law Amendment Act*), qui concernent le Bureau de la sécurité de l'Etat (*Bureau of State Security*), outre qu'ils constituent l'une des dispositions législatives les plus sinistres adoptées ces dernières années, jouent également un rôle décisif dans la transformation de l'Afrique du Sud en un Etat intégralement policier et, de plus, le mécanisme de cette loi est contraire aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 11 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, car il empêche l'accusé d'établir son innocence;

d) De nombreux prisonniers et détenus politiques sont morts dans des prisons sud-africaines en 1969,

³⁸ Etabli en vertu de la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, en date du 6 mars 1967.

³⁹ E/CN.4/984 et Add.1, Add.2/Rev.1, Add.3/Rev.1, Add.4 et 5, Add.6/Rev.1, Add.7/Rev.1, Add.8 et 9, Add.10/Rev.1, Add.11/Rev.1, Add.12 à 14, Add.15/Rev.1, Add.16/Rev.1 et Add.17 à 19.

⁴⁰ Voir *Premier Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants : rapport préparé par le Secrétariat* (publication des Nations Unies, numéro de vente : 1956.IV.4) annexe I, A.

dans des conditions qui justifient une enquête approfondie;

e) M. James Lenkoe, prisonnier politique en Afrique du Sud, ne s'est pas suicidé comme il avait été indiqué, mais est mort à la suite de décharges électriques appliquées à différentes parties de son corps;

f) La pratique qui consiste à contraindre des prisonniers à témoigner contre leurs anciens camarades est répréhensible;

g) Dans la bande de Caprivi, des villages namubiens ont été bombardés par les forces de sécurité sud-africaines qui occupent le territoire et des tirs ont été effectués au hasard dans des villages soupçonnés d'abriter des combattants de la liberté;

h) Le système des "bantoustans" établi en Afrique du Sud est progressivement étendu au territoire occupé de la Namibie;

i) Faute d'une intervention de la part de l'Organisation des Nations Unies, l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud se traduit par l'aggravation continue des conditions de vie de la population non blanche et par l'élimination totale des droits de l'homme dans le territoire;

j) La prétendue "Constitution de la Rhodésie" de 1969 est un document aussi illégal que nuisible et la "Déclaration des droits", qui lui a été incorporée, ne confère que peu ou pas de droits aux personnes non blanches;

k) L'article 84 de la "Constitution de la Rhodésie" de 1969, qui dispose qu'un tribunal ne peut mettre en question la validité d'une loi ou se prononcer sur la validité d'une loi en faisant valoir que celle-ci est incompatible avec la "Déclaration des droits", met clairement en lumière l'existence d'une incompatibilité dans la "législation" illégale elle-même et, en outre, souligne le caractère autoritaire et raciste du régime illégal de la Rhodésie du Sud;

l) Les réserves existant en Rhodésie du Sud ne comprennent que des terres pauvres et arides où les Africains sont entassés comme du bétail;

m) La situation des Africains dans les réserves est effrayante et rien n'est fait pour améliorer leurs conditions d'hygiène, de régime alimentaire, de nutrition, de salubrité et de santé, ainsi que l'état de l'enseignement;

n) Dans les territoires portugais, les massacres de personnes soupçonnées d'être des opposants au régime continuent avec la même ampleur;

o) Les formes les plus inhumaines de travail forcé sont appliquées dans les territoires africains sous domination portugaise;

8. *Demande* au Gouvernement sud-africain d'appliquer les recommandations contenues dans les rapports précédents du Groupe spécial d'experts ainsi que :

a) De dissoudre immédiatement le Bureau de la sécurité de l'Etat (*Bureau of State Security*);

b) De mettre fin à la pratique qui consiste à contraindre des prisonniers politiques à témoigner contre leurs anciens collègues;

c) De libérer immédiatement et inconditionnellement les vingt-deux Africains arrêtés à nouveau le 16 février 1970 en vertu de la loi sur le terrorisme;

d) De permettre à des observateurs extérieurs indépendants d'avoir pleinement accès à tous les procès intentés aux adversaires politiques du régime;

e) D'autoriser une enquête approfondie et impartiale au sujet des décès de prisonniers et détenus politiques survenus dans ses prisons, ainsi que d'indemniser pleinement les familles des défunts;

9. *Condamne* le procès intenté aux huit Namibiens en vertu de la loi sur le terrorisme, qui a eu lieu à Windhoek entre juillet et novembre 1969, et demande en outre au Gouvernement sud-africain :

a) De libérer immédiatement et inconditionnellement ceux qui ont été jugés en vertu de la loi sur le terrorisme susmentionnée;

b) De renoncer immédiatement à étendre le système des "bantoustans" à la Namibie;

10. *Demande une fois de plus* au Gouvernement sud-africain de mettre fin à son occupation illégale du territoire de la Namibie, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies;

11. *Demande* au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'intervenir plus efficacement que jusqu'à présent dans sa colonie rebelle de Rhodésie du Sud en vue :

a) D'appliquer les mesures proposées par le Groupe spécial d'experts aux paragraphes 82 à 94 de son rapport⁴¹;

b) De libérer les Africains des réserves dans lesquelles ils sont entassés dans des conditions de quasi-captivité et de quasi-servitude;

c) D'abroger dans sa totalité la prétendue "Constitution de la Rhodésie" de 1969;

12. *Prie* le Royaume-Uni de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-sixième session, sur les résultats des mesures concrètes qu'il est invité à prendre au paragraphe 11 ci-dessus;

13. *Demande* au Gouvernement portugais :

a) De se conformer immédiatement aux dispositions des Conventions de Genève du 12 août 1949⁴²;

b) De mettre fin à la pratique du *xibalo*, ou travail forcé, dans ses colonies africaines;

c) D'instaurer un système en vertu duquel les produits des agriculteurs africains pourront être librement achetés et vendus dans des conditions normales de marché;

14. *Condamne une fois de plus* les actes des gouvernements qui continuent de maintenir des relations diplomatiques, économiques, culturelles et autres avec le Gouvernement sud-africain et avec le régime illégal en Rhodésie du Sud en violation des résolutions de l'Organisation des Nations Unies;

15. *Demande* à ces gouvernements d'envisager d'urgence de rompre ces relations et, s'ils ne l'ont pas encore fait, d'en communiquer les raisons à l'Assemblée générale lors de sa vingt-sixième session;

16. *Prie* le Secrétaire général de faire rapport à l'Assemblée générale, lors de sa vingt-sixième session, sur l'application de la présente résolution et également de faire rapport à la Commission des droits de l'homme, lors de sa vingt-septième session, sur les mesures prises pour diffuser le rapport du Groupe spécial d'experts.

1930^e séance plénière,
15 décembre 1970.

⁴¹ Voir E/CN.4/984/Add.8.

⁴² Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, 1950, n^{os} 970 à 973.

2715 (XXV). Accès des femmes qualifiées à des postes de rang élevé et à des postes d'administrateur dans les secrétariats des organismes des Nations Unies

L'Assemblée générale,

Rappelant l'Article 101 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la Déclaration universelle des droits de l'homme,

Rappelant également la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes,

1. *Exprime l'espoir* que l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes spécialisés, et toutes les institutions intergouvernementales qui lui sont reliées donneront l'exemple en ce qui concerne les possibilités d'emploi qu'elles offrent aux femmes à des postes de rang élevé et à des postes d'administrateur;

2. *Invite instamment* l'Organisation des Nations Unies, y compris ses organes spécialisés, et toutes les institutions intergouvernementales qui lui sont reliées à prendre ou à continuer de prendre des mesures appropriées pour assurer aux femmes qualifiées des possibilités égales d'accès à des postes de rang élevé et à des postes d'administrateur;

3. *Prie* le Secrétaire général d'inclure dans son rapport à l'Assemblée générale sur la composition du Secrétariat des renseignements sur l'accès des femmes à des postes de rang élevé et à des postes d'administrateur dans les secrétariats des organismes susmentionnés, en indiquant le nombre de ces postes et leur niveau.

1930^e séance plénière,
15 décembre 1970.

2716 (XXV). Programme d'action internationale concertée pour le progrès de la femme

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 1777 (XVII) du 7 décembre 1962, par laquelle elle demandait que soit entreprise l'étude d'un programme unifié à long terme de l'Organisation des Nations Unies pour le progrès de la femme,

Rappelant également la Déclaration sur l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, adoptée le 7 novembre 1967, et la Déclaration sur le progrès et le développement dans le domaine social, adoptée le 11 décembre 1969,

Prenant note de la résolution IX de la Conférence internationale des droits de l'homme, tenue à Téhéran en 1963⁴³, qui concernait les mesures destinées à promouvoir les droits de la femme dans le monde moderne, notamment un programme unifié à long terme de l'Organisation des Nations Unies pour le progrès de la femme, et qui indiquait les lignes directrices d'un tel programme,

Notant également que, conformément à la résolution 2571 (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1969, et au paragraphe 79 de sa résolution 2626 (XXV) du 24 octobre 1970, relatives à la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le déve-

⁴³ Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.XIV.2), p. 10.